

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

BUREAU DE
L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mlle INGOLD
87 34 88 97 - SI/LS

ARRETE

N° 95 - AG/2 - 660
en date du 15 DEC 1995

mettant en demeure la Société SOTRAMEUSE
de respecter l'article 14 de l'arrêté préfectoral
n° 90-AG/2-377 du 7 août 1990 réglementant
les activités qu'elle exploite à METZ-BORNY.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article 23 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-377 du 7 août 1990 concernant le réaménagement des installations existantes de la Société SOTRAMEUSE à METZ-BORNY ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 20 novembre 1995 ;

Considérant que les nuisances olfactives générées par l'activité de lavage des citernes exercée par la Société SOTRAMEUSE qui fait l'objet de plaintes de riverains ;

Considérant que la Société SOTRAMEUSE n'a pas mis en oeuvre tous les moyens techniquement réalisables et économiquement supportables pour réduire ces émissions à l'atmosphère ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête :

Article 1er : La Société SOTRAMEUSE est mise en demeure de respecter l'article 14 de l'arrêté d'autorisation n° 90-AG/2-377 du 7 août 1990 réglementant ses installations qui stipule :

"...L'exploitant prendra toutes dispositions pour limiter les rejets à l'atmosphère de buées, vapeurs, gaz odorants ou toxiques susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé publique".

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

Article 2 : Afin de remédier aux problèmes de nuisances olfactives qu'elle engendre, la Société SOTRAMEUSE produira une étude technico-économique dans un délai de deux mois.

Article 3 : Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où le présent arrêté a été notifié.

Article 4 :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
- M. le Sénateur-Maire de METZ,
- M. l'Inspecteur des Installations Classées,

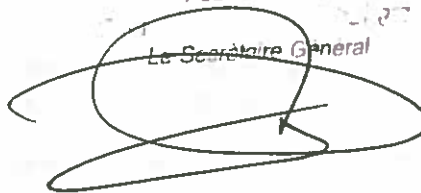
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

METZ, le 15 DEC 1995

LE PREFET,

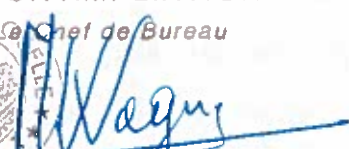
Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général



Gilbert PAYET

FOUR AMPLIATION

Préfecture de la Moselle
Chef de Bureau

Michèle WAGNER

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

BUREAU DE
L'ENVIRONNEMENT



Société SOTRAMEUSE
Boulevard de la Solidarité
57070 - METZ

Affaire suivie par Mlle INGOLD
☎ 87.34.88 97 - SI/LS
Dossier n° R 9508722

METZ, le

18 DEC 1995

Monsieur le Directeur,

Je vous notifie, sous ce pli, l'arrêté préfectoral n° 95-AG/2-160 en date du 15 DEC 1995 mettant votre société en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-377 du 7 août 1990 réglementant vos activités à METZ-BORNY.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments très distingués.

LE PREFET,

Pour le préfet et par délégation
Le Chef de Bureau

Michèle WAGNER

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

B.P. 1014 57034 METZ CEDEX

